

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-guerre-pour-les-biens-communs-s-aggrave-en-Equateur-Raul-Zibechi>

La guerre pour les biens communs s'aggrave en Equateur.Raul Zibechi

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Raul Zibechi *

[IRCAméricas](#). Canada, le 1er novembre 2009.

[Leer en español](#)

[Read in english](#)

Lors des dernières mobilisations amérindiennes contre la Loi sur l'Eau fin septembre, nous avons relaté les faits, le contexte et les enjeux généraux de ce mouvement. voir Equateur : mobilisations amérindiennes contre développement capitaliste

L'article de Raúl Zibechi que nous publions ici approfondit cette question et donne un éclairage plus précis sur les principaux enjeux concernant la défense de l'autonomie des communautés autour de la gestion de l'eau, en particulier dans la région amazonienne, en relation avec les projet du gouvernement de gauche de favoriser le développement de l'extraction minière dans ces régions.

À la fin de septembre s'est produit un soulèvement indigène en Équateur, cette fois pour la défense de l'eau, menacée par l'exploitation minière à ciel ouvert. Les organisations amérindiennes font face maintenant à un gouvernement qui se proclame antinéo-libéral, partisan du "socialisme du XXIe siècle" et conduisant une "révolution citoyenne"

« Ce qui s'est passé à Cochabamba avec la guerre de l'eau, sera une miniature par rapport à ce qui va arriver en Equateur, car ce qui arrive c'est un soulèvement » déclare sur un ton persuadé Carlos Perez Guartambel, président de l'Union des Systèmes Communautaires de l'Eau d'Azuay [1]. Son point de référence est la Guerre de l'Eau à Cochabamba, en Bolivie, une insurrection sociale qui a obtenu d'inverser la privatisation et a marqué le début, en avril 2000, au cycle de protestations qui amenèrent Evo Morales au gouvernement.

« Mes parents m'ont appris que l'eau et le feu se partagent et ne se vendent pas », dit-il presque indigné pendant qu'il se rend à une assemblée communautaire à la Victoria del Portete, dans une vallée vaste et riche située à une quinzaine de kilomètres de Cuenca (capitale de la province méridionale d'Azuay), jolie ville coloniale pleine de touristes. Lorsqu'il tourne sur la route Panaméricaine vers la droite, il nous montre la maison de ses parents, où il est né il y a un peu plus de 40 ans.

« Enfant, j'allais à la fontaine pour chercher de l'eau avec un pichet d'argile. On le recouvrait avec le pocón, la feuille de maïs qui est biodégradable. Jamais je n'avais imaginé qu'un jour j'irai acheter une bouteille d'eau, jamais. Chaque litre vaut un dollar et 30 cents c'est-à-dire que le litre d'eau coûte plus cher qu'un litre de lait et un litre d'essence. La lutte pour l'eau va être la lutte pour la vie ». La différenciation sociale provoquée par les envois de fonds des émigrés peuvent se voir à l'oeil nu : à côté des modestes maisons aux toits de tôle, se dressent des grandes bâtisses de trois étages à vocation d'habitation, même si leurs propriétaires sont encore des agriculteurs. Carlos Perez est quechua et avocat spécialisé en droit communautaire avec des diplômes obtenus sur les questions environnementales, avec un livre remarquable sur la justice communautaire. Ces dernières années, il a consacré tous ses efforts pour résister à l'installation d'entreprises minières avec des noms éloquents comme IAM Gold, sur les hauteurs de Quimsacocha, où naissent les sources qui irriguent la vallée dans laquelle des milliers de paysans pratiquent l'élevage du bétail. Il appartient à une nouvelle génération de dirigeants indiens, formés dans les universités, qui parlent plusieurs langues, participent à des forums internationaux, maîtrisent les nouvelles technologies mais restent attachés à leurs communautés et continuent de parler leur langue maternelle.

Quand nous arrivons à Victoria del Portete, il est garé au bord de la route où plusieurs centaines de villageois sont entassés sur une vaste esplanade entre le conseil paroissial et l'église. Il monte au balcon de la mairie et déclare ouverte l'assemblée du système local de distribution de l'eau qui devra prendre des décisions importantes. « Si les gouvernements précédents nous menaçaient avec la privatisation de nos réseaux d'approvisionnement en eau, ce fantôme est maintenant parti. Mais nous avons un autre, l'exploitation minière qui est la plus grande menace », dit-il avant l'ouverture de la réunion.

Dans cette région fonctionne le Projet Nero depuis 24 ans, peut-être le plus grand système communautaire de distribution de l'eau car il approvisionne six mille familles, soit quelques trente mille personnes de 45 communautés. « Au départ, les familles s'installaient près de la rivière ou de la source, jamais près de la route parce qu'elles préféraient être près de l'eau. Ensuite, les rivières ont été polluées et les sources sont restées petites et cela a fait que dans les années 60 et 70 sont apparues des organisations comme Caritas qui installèrent des pompes manuelles dans les centres paroissiaux où les gens faisaient la queue pour obtenir de l'eau. Mais d'autres ont commencé à envisager d'installer eux-mêmes tout le réseau, lors de Mingas communautaires, et là il n'y avait plus besoin de transporter l'eau à dos d'homme mais pour la première fois avoir le robinet à la maison », dit Perez en rapportant l'histoire de sa communauté.

Au fil des années, les systèmes d'eau communautaires se sont répandus dans tout le pays. Dans la province d'Azuay il existe 450 systèmes, qui fournissent 30% de la population, surtout dans les zones rurales et les périphéries urbaines. Dans tout l'Équateur il y aurait environ 3.500 systèmes d'eau, construits, entretenus et gérés par les communautés elles-mêmes.

Un soulèvement différent

Le 27 septembre, la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Equateur) a lancé une nouvelle mobilisation contre la Loi sur l'Eau à laquelle elle n'a pas participé. Le projet de loi du gouvernement est arrivé au Parlement à la mi-août, mais déjà en 2008 le CONAIE avait développé son propre projet qui n'a pas été pris en compte par l'exécutif. La critique portée par les mouvements est que la Loi sur les ressources hydriques permet le développement de projets miniers dans les zones de naissance des cours d'eau, assure la fourniture en eau des exploitations minières, mais pas pour les communautés autochtones et paysannes, et n'aborde pas la question urgente de la pollution des cours. En outre, cette loi vise à englober les systèmes d'eau communautaire dans une autorité centralisée de l'État, de sorte que les communautés perdront le contrôle sur la ressource. Ricardo Buitrón de Acción Ecológica a mené une étude détaillée de la loi et estime qu'elle « contient des éléments de privatisation, comme le transfert de l'usage de l'eau avec celui de la propriété foncière et l'utilisation de l'eau dans l'industrie ou dans les affaires à d'autres endroits. Egalement que les infrastructures hydrauliques deviennent propriété de particuliers, que les eaux de surfaces retenues - dans les zones humides - fassent partie intégrante des prés, de la terre » [2]. De cette manière, les eaux pourront être acquises par ceux qui achètent la terre et en donneront l'usage selon leur convenance.

Il critique également cette loi car elle ne dispose d'aucun élément permettant la déprivatisation, en vue d'inverser la situation où les eaux sont maintenant dans des mains privées. Et que les milliers de conseils locaux des systèmes d'eau potable n'aient pas de participation réelle car leurs membres deviennent des usagers ordinaires assujetties à une Autorité Unique étatique qui contrôlera tout le réseau hydraulique. Humberto Cholango leader de Ecuarrunari, l'organisation quechua de la Sierra, a recueilli des données éloquentes lors de la conférence de presse du 24 septembre [3] : 45% de l'eau est légalement cédée (par des concessions), mais 55% est utilisé illégalement, 1% des utilisateurs consomment 64% de l'eau distribuée et 86% des Equatoriens n'accèdent qu'à 13% de ce volume global. « La loi est muette sur ces points, et le Plan National de Développement favorise l'exploitation minière et la floriculture ».

La loi n'envisage pas de sanctions pour la pollution ni le contrôle de la qualité de l'eau. « Le droit humain à l'eau est restreint à l'accès à l'eau potable et à son usage domestique, sans prendre en compte le droit lié à la santé, à la souveraineté alimentaire et à la culture », ajoute Buitrón.

Cholango, quant à lui, a souligné le rôle des communautés amérindiennes dans la construction des réseaux de distribution de l'eau : « Nous avons construit des canaux d'irrigation, des réseaux d'eau potable, et maintenant avec la présente loi du gouvernement, ils veulent nous transformer en simples usagers et que nous ne soyons plus des acteurs. Dans l'article 97, ils en viennent à établir le contrôle et l'administration exclusive des systèmes communautaires à l'Autorité Unique. Il s'agit d'une attaque à nos conseils de l'eau » [4]. Le résultat, à son avis, est que la loi donne la priorité de l'usage de l'eau pour l'exploitation minière.

Quand les protestations ont commencé, avec barrages de routes et manifestations pour forcer le gouvernement à dialoguer et écouter sa propre Loi sur l'Eau, inspirée par le Sumak Kawsay, le Bien Vivre que garantit la Constitution, la réponse du président Rafael Correa a été très dure. « Que croient-ils ces dirigeants ? » dit-il. Il les a accusé d'être des « extrémistes », de « faire le jeu de la droite » et de putchistes, en comparant la situation équatorienne avec le Honduras [5].

Le 30 septembre, la police a tiré sur des amérindiens Shuar dans la province amazonienne de Morona Santiago. Selon un communiqué d'Acción Ecológica, Bosco Wizuma, enseignant bilingue, est mort d'une balle alors qu'il faisait partie d'un groupe de 500 personnes qui avaient bloqué le pont sur la rivière Upano. Apparemment, c'était un "piège" parce que au même moment les dirigeants étaient appelés à un dialogue « pour détourner l'attention de la direction et les médias locaux » [6].

Il y a eu aussi des dizaines de blessés, dont plusieurs policiers. Le Président Correa a vite changé son discours et a appelé au dialogue : « Bienvenue frères. Ce gouvernement est le vôtre, celui des peuples autochtones, le Palais de Carondelet est à vous » [7]. Peut-être que c'était la seule façon de désamorcer un conflit qui menaçait la stabilité de son gouvernement. Même si le soulèvement n'a pas commencé avec la puissance des mobilisations indiennes antérieures, les enseignants et les autres secteurs sociaux s'y sont joints dès le départ. Mais quand il y a un mort, tout est possible.

Dialogue et tension

La direction de la CONAIE a décidé de suspendre les actions pendant la période de négociation que le gouvernement a ouvert. Cependant, dans la plupart du pays, les bases, c'est-à-dire les communautés ont continué de couper les routes et de fermer les marchés. Une division est née entre les organisations membres de la CONAIE, en particulier entre la sierra (Ecuadorunari) et la forêt (Confeniae).

Le climat de méfiance n'a pas reculé. Le lundi 6 octobre, un dialogue direct télévisé a débuté au siège du gouvernement, au Palais de Carondelet. Des milliers d'Indiens se sont rassemblés à l'extérieur pendant des jours dans l'attente des résultats. Cent trente dirigeants entrèrent dans le palais et se sont entretenus avec Correa, dans un climat tendu. Le premier jour, six accords ont été conclus et, parmi les plus importants, on peut noter : l'institutionnalisation d'un dialogue permanent entre les deux parties, que le gouvernement examinera le projet de Loi sur l'Eau de la CONAIE et qu'il recevra une proposition de la part du mouvement indigène à propos de la Loi sur l'Exploitation Minière.

Un bon exemple du climat qui a prévalu dans les négociations est le dialogue suivant. « Marlon Santi, président de la CONAIE, a demandé le respect envers les autochtones. Ses paroles étaient liées à des déclarations dans lesquelles ils ont été décrits comme des ' fous' qui n'avaient pas de représentativité. L'exigence était directe. Correa s'est

interrompu et a demandé les noms des fonctionnaires pour 'les virer immédiatement du gouvernement. Quel est cet imbécile ?' a demandé Correa deux fois. 'Vous, Président' a répondu le dirigeant indien » [8].

Les organisations autochtones ont réussi à institutionnaliser le dialogue comme elles le voulaient. Le 14 octobre l'exécutif a promulgué le décret n° 96 qui établit la formation d'une Commission mixte composée de la CONAIE et ses trois filiales (la Côte, la Sierra et l'Amazonie) et pour le gouvernement, le ministère de la Justice, le secrétariat des Peuples, des Mouvements sociaux et de la Participation citoyenne et diverses institutions. La commission va examiner les deux lois sur l'eau (celle de l'Etat et celle des amérindiens) ainsi que des propositions de réforme de la loi minière en vigueur.

Mais l'échange d'accusations s'est poursuivi. Après la retransmission des samedis de Correa la dirigeante amazonienne et ex-députée Monica Chuji a accusé le président d'être raciste : « Je réaffirme que les mots, les gestes et les actions du Président le caractérisent comme un raciste. Traiter les leaders indigènes de 'culottés', 'réacs' et de 'ponchos dorés' sont des expressions racistes. Utiliser le kichwa pour des intentions démagogiques et ensuite nier son officialisation est une attitude raciste. Minimiser la population indigène équatorienne en la réduisant à un vote dans les urnes est une attitude raciste » [9]

Bien qu'il soit important que le conflit ait été désactivé, d'autant que le précédent du massacre de Baguá [10], au Pérou, avait fait craindre le pire, les différences sont encore importantes. Pepe Acacho, président de la Fédération Shuar (de l'Amazonie) n'est pas d'accord avec les résolutions : « Nous avons lutté huit jours et il n'est pas juste que nous n'ayons pas obtenu que Morona Santiago soit déclarée province écologique, libre de toute exploitation minière et pétrolière » [11].

Le modèle de pays comme problème

La nouvelle Constitution équatorienne est l'une des plus avancées au monde en matière d'environnement, au point qu'elle définit la nature comme sujet de droit. La Constitution a été adoptée le 28 septembre 2008 par 64% des Équatoriens lors d'un référendum populaire. « La nature ou Pacha Mama, où la vie se reproduit et se réalise, a le droit que soit respecté pleinement son existence et le maintien et la régénération de ses cycles vitaux, de la structure, des fonctions et des processus d'évolution », dit l'article 71 consacré aux "Droits de la Nature".

Le problème est l'exploitation minière à ciel ouvert sur laquelle le gouvernement Correa a fortement misé. Alberto Acosta, fondateur du mouvement Alianza País qui ont conduit Correa à la présidence, et ancien président de l'Assemblée constituante, brandit un discours très proche des mouvements indiens : « La loi minière adoptée après la Constitution, menace la *Carta Magna*. C'est le problème de fond. A quoi le devons-nous ? Sans aucun doute aux incohérences d'un gouvernement qui mène encore des politiques manifestement inspirées par la gestion néo-libérale, qui représente encore les intérêts économiques des groupes les plus traditionnels » [12].

Acosta affirme que les gouvernements progressistes d'Amérique du Sud « n'ont pas discuté ou remis en question le modèle "extractiviste" » même « les plus avancés » comme le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. À son avis, la croyance solide que « grâce à l'extraction des ressources naturelles nous allons trouver le chemin du développement » a empêché jusqu'à présent de dépasser ce modèle et, par conséquent, de rechercher « une nouvelle forme d'intégration dans le marché international ».

Un second problème est Correa lui-même. Acosta indique qu'il est entré récemment dans la vie politique en 2005, quand en Equateur se succèdent les révoltes indiennes depuis 1990. Il a tendance à penser en termes personnels : « Il assume le rôle de porteur de la volonté politique collective, et ne se rend pas compte qu'une grande partie du processus historique antérieur est ce qui explique les résultats positifs de Correa et Alianza País ». L'absence de

structure, mouvement ou parti, conduit Correa, selon Acosta, à ne pas comprendre « qu'il est là, à la présidence, grâce à tous les efforts déployés par la société équatorienne. » [13]

L'économiste Pablo Davalos coïncide avec cette approche mais il croit également que le gouvernement de Correa continue d'être néo-libéral. Le capital est aujourd'hui devant la nécessité de « relier les territoires avec le tourbillon de la spéculation financière » comme un moyen de surmonter la crise [14]. Les mouvements ont déclaré les régions amazoniennes et méridionales de Zamora et de Morona comme des territoires libre de toute exploitation minière. La collision avec les compagnies minières multinationales semble inévitable.

Dans le gouvernement Correa, et c'est un point essentiel, il y a des membres éminents de la droite ainsi que dans le parti qui le soutient, Alianza Pais. En conséquence conclut Davalos, au-delà des déclarations sur le socialisme et la révolution, le mouvement de Correa fait partie de la « dérive du post-néolibéralisme, c'est à dire comme une continuation du néolibéralisme, mais sous les modalités de la dépossession territoriale et des ressources et de la déterritorialisation de l'Etat. »

L'alternative la plus sérieuse semble être le projet ITT, visant à laisser le pétrole dans le sol et à chercher un autre modèle de développement [15]. ITT est un sigle formé par le nom de trois puits d'exploration forés dans la zone du parc Yasuni en Amazonie (Ishpingo, Tambococha et Tiputini). Au milieu de l'année 2009, le gouvernement de Correa a repris à son compte le projet élaboré par Acosta quand celui-ci était ministre de l'Énergie et des Mines. La proposition est de ne pas exploiter le pétrole comme contribution de l'Équateur à la lutte contre le réchauffement climatique.

Les réserves ITT représentent 20% des réserves totales de pétrole du pays. L'économie équatorienne est basée sur le pétrole : 22% du PIB, 63% des exportations et 47% du budget de l'Etat dépendent du pétrole. Mais ici réside également la force de la proposition : elle permettrait d'éviter l'émission de 410 millions de tonnes de CO2 freinerait la déforestation et la pollution, et serait une grande contribution au développement d'une économie post-pétrolière.

En contrepartie, le gouvernement de l'Équateur a demandé à la communauté internationale une compensation équivalente à 50% des revenus qui pourraient être obtenus si ce pétrole était exploité. Le parlement et le gouvernement allemand ont répondu favorablement en fournissant 50 millions par an au cours des treize années de dureraient les bénéfices tirés de ces puits. La Norvège et la Communauté de Madrid ont donné des signaux positifs.

Alors que beaucoup sont impliqués dans ce projet qui représente une révolution écologique, Acosta fait valoir qu'il « a vu le jour à partir des luttes de résistance des peuples autochtones, en particulier dans le sud-centre de l'Amazonie qui visaient à empêcher que l'activité pétrolière s'étende jusqu'à leurs territoires ainsi que les groupes de colons métis dans le nord de l'Amazonie et les peuples autochtones touchés par l'activité de la compagnie Chevron. » [16]

Post-scriptum :

Notes :

[1] Entretien avec Carlos Pérez.

[2] Ricardo Buitrón, El Telégrafo, op. cit.

[3] Voir la conférence de presse sur en www.youtube.com/watch?v=tN3x3vE1jfE.

[4] Communiqué de Ecuarunari dans Ecuachaski du 17 septembre 2009.

[5] Agence AFP, Quito, 25 septembre 2009.

[6] "Noticias del Levantamiento en Defensa del Agua-1" à : www.accionecologica.org.

[7] El Comercio, Quito, 3 octobre 2009.

[8] El Comercio, 6 octobre 2009.

[9] Déclarations du 11 octobre sur : <http://ukhamawa.blogspot.com>.

[10] Voir "Masacre en la Amazonia : la guerra por los bienes comunes" sur [http:// www.ircamericas.org/esp/6181](http://www.ircamericas.org/esp/6181).

[11] El Comercio, 6 octobre 2009.

[12] Entretien avec Alberto Acosta, 6 septembre 2009.

[13] Idem.

[14] Pablo Dávalos, op. cit.

[15] Matthieu Le Quang, entretiens avec Alberto Correa ; Alberto Acosta, Eduardo Gudynas, Esperanza Martínez et Joseph H. Vogel, "Dejar el petróleo en tierra para el Buen Vivir : Elementos para una propuesta política, económica y ecológica para la iniciativa de no explotación petrolera en la Amazonia de Ecuador," Programa de las Américas Informe de la política (Washington, DC : Center for International Policy, 7 de julio de 2009) : <http://www.ircamericas.org/esp/6238>.

[16] Idem